



## ANALYSE

Par Jean-Christophe Debar, directeur de Farm<sup>1</sup>

## Assurance agricole : l'Afrique à la traîne

**T**out entrepreneur doit pouvoir se prémunir contre les principaux risques susceptibles d'affecter son activité pour sécuriser ses investissements, augmenter sa production et être compétitif. L'agriculture, très exposée aux aléas climatiques, aux risques sanitaires et à la volatilité des prix, est particulièrement concernée.

Les pays développés l'ont bien compris : ils ont mis en place des instruments de gestion des risques agricoles ou soutiennent le revenu des agriculteurs pour les aider à faire face aux aléas. Ainsi, l'assurance récolte est un pilier de la politique agricole américaine et fait l'objet d'aides publiques en Europe. Plusieurs pays émergents (Chine, Inde, Brésil...) l'ont adoptée.

Le Maroc a entrepris récemment de renforcer son dispositif de couverture des risques climatiques. En revanche, en Afrique subsaharienne, l'immense majorité des agriculteurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces quand ils sont touchés par une sécheresse ou une inondation.

Les conséquences de la quasi-absence de systèmes de gestion des risques climatiques – à de rares exceptions près, dont celle, modeste, du Sénégal – sont dévastatrices. Celle-ci freine l'augmentation et l'intensification de la production agricole, gêne la construction de filières de transformation, handicape les produits locaux contre les produits importés. Les agriculteurs non assurés remboursent moins leurs crédits. Cela déstabilise les établissements financiers et grève le budget de l'État, lorsqu'il s'agit de banques publiques. Les petits paysans restent prisonniers du piège de la pauvreté. C'est ce constat qui a poussé Farm à organiser son colloque annuel, en décembre 2012, sur le thème : « Assurer la production agricole. Comment faire des outils assuranciers des outils de développement ? ».

Certes, la situation évolue. Le G20 agricole, en 2011, a fait prendre conscience de la nécessité d'instaurer des mécanismes de gestion des risques agricoles pour améliorer la sécurité alimentaire dans les pays pauvres. Plusieurs projets pilotes d'assurances climatiques indicelles, reposant sur des données météorologiques fournies par des stations terrestres ou des satellites, ont été lancés ces dernières années en Afrique subsaharienne, comme ceux de la Fondation Syngenta au Kenya ou de PlaNet Guarantee dans les pays du Sahel. Mais il s'agit essentiellement de dispositifs de micro-assurance impulsés par le secteur privé, avec l'appui ponctuel de la Banque mondiale ou d'autres institutions.

On peut se demander si ces dispositifs pourront toucher un grand nombre d'agriculteurs s'ils ne sont pas soutenus fortement et durablement par les États concernés. C'est l'une des principales conclusions du colloque de Farm : pour être pleinement efficace, l'assurance agricole doit s'inscrire dans le cadre de politiques agricoles dotées de moyens suffisants, appliquées avec constance et jouant sur plusieurs leviers pour fournir aux agriculteurs un cadre global de gestion des risques. Son succès repose sur des partenariats public-privé bien définis, incluant les organisations de producteurs. Les gouvernements africains semblent avoir pris conscience des enjeux. Reste à passer aux actes.

(1) La Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde est basée à Paris. Reconnue d'utilité publique, FARM est un think tank qui met en avant le rôle crucial de l'agriculture dans le développement. Elle est soutenue par l'Agence française de développement et par des entreprises privées. FARM publie des études, édite un blog et organise des conférences; elle appuie également des projets pilotes, notamment en Afrique ([www.fondation-farm.org](http://www.fondation-farm.org)).



**En Afrique subsaharienne, l'immense majorité des agriculteurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces quand ils sont touchés par une sécheresse ou une inondation.**

Photo : C. Poulain/Pixel image